

# Juste Terre!

n°185 - DÉCEMBRE 2021

[www.entraide.be](http://www.entraide.be)

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

## Édito

### Covid-19 et réchauffement climatique : de nouveaux obstacles à la sécurité alimentaire

Les inondations en Europe, la sécheresse en Afrique, les feux de forêts en Amérique... le réchauffement climatique a fait des ravages cet été. Et, au vu des chiffres alarmants du rapport du GIEC sorti en juin, la situation n'est pas prête de s'améliorer... Le réchauffement climatique est bel et bien là, et ses victimes sont déjà trop nombreuses. La population mondiale, déjà affaiblie par la pandémie de Covid-19, doit faire face à une autre pandémie, tout aussi mortelle : celle de la faim. Dans le monde, en 2020, 10 % de la population souffrait de la faim, ce qui représente une augmentation de 118 millions de personnes par rapport à l'année

précédente. Les populations des pays du Sud, vivant dans des zones rurales et qui dépendent de l'agriculture pour leur subsistance, sont au premier rang des victimes de cette autre pandémie. Il est grand temps que les gouvernements s'attaquent de toute urgence et avec détermination à l'insécurité alimentaire et à ses causes profondes, dont fait partie le réchauffement climatique. En Belgique, notre gouvernement a des marges de manœuvre, parmi lesquelles respecter ses promesses d'augmenter son aide au développement pour atteindre au minimum 0,7 % du revenu national brut, assurer que 15 % de cette aide soient dédiés à la coopération agricole et, enfin, financer davantage de projets de type agroécologique car c'est ce modèle qui est à même de créer des systèmes alimentaires durables. Non, la faim n'est pas une fatalité.

■ **Chloé Martens**

Chargée de communication

## Agir pour le climat, c'est aussi lutter contre la faim

En adoptant les Objectifs de développement durable en 2014, les Nations Unies se sont engagées à réduire à zéro le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde d'ici 2030. Or, force est de constater que, d'année en année, les chiffres ne font qu'augmenter. Nous sommes loin d'être « sur la bonne voie » pour éliminer la faim d'ici 2030, bien au contraire. Pourtant, des solutions existent. Parmi elles, l'agroécologie paysanne et solidaire fait ses preuves.

### Agroécologie versus agrobusiness

Chaque année, c'est le même constat : les politiques censées lutter contre la faim sont un échec. Si, dans un premier temps, il semble opportun d'améliorer les programmes spécifiques liés à la sécurité alimentaire, il faut également s'attaquer de toute urgence au système alimentaire actuel. En effet, la pandémie nous l'a prouvé, le système alimentaire industriel ne parvient pas à nourrir tout le monde. Et pour cause : il n'est pas fait pour cela. Ce système alimentaire n'a pas été conçu pour nourrir 9 milliards de personnes, mais pour permettre avant tout aux multinationales de faire du profit au quotidien. Pire, ce système qui prône l'agriculture industrielle et intensive est l'une des causes majeures du dérèglement climatique. Depuis trop longtemps,



Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

les conséquences sociales et écologiques de ce modèle n'ont pas été prises en compte. Heureusement, depuis quelques années, nous assistons à une prise de conscience de la nécessité de changer ce système en profondeur au profit de systèmes alimentaires durables, fondés sur l'agroécologie.

Entraide et Fraternité, avec ses partenaires, mène depuis 2017 un programme ambitieux prônant l'agroécologie. La transition vers ce type de système a l'avantage d'être une réponse à la crise alimentaire et de contribuer simultanément à lutter contre la perte de la biodiversité, refroidir le climat et prévenir de nouvelles crises sanitaires. L'agroécologie est un modèle qui soutient le développement d'une agriculture familiale garantissant des revenus suffisants et le respect des

### À Madagascar, une première famine directement imputable au réchauffement climatique

Le Sud de Madagascar est en proie à la pire sécheresse depuis quatre décennies avec plus d'1 million de personnes en situation d'insécurité alimentaire et 400.000 personnes menacées par la famine ! Cette situation dramatique n'est causée ni par une guerre ni par un conflit, mais bien par le changement climatique. Il s'agit même, selon les Nations Unies, de la première crise de la faim causée par le réchauffement climatique, un comble pour une région du monde qui n'y a en rien contribué, mais qui en paie maintenant les lourdes conséquences.

Avec l'Inde et le Bangladesh, Madagascar figure, en effet, parmi les trois pays les plus vulnérables aux changements climatiques : cyclones, inondations, sécheresses et invasions de criquets sont devenus récurrents, ravageant les récoltes, mettant de plus en plus souvent à mal les faibles revenus des ménages et ponctionnant toujours plus les budgets publics.

droits des paysans et paysannes, et qui valorise une production locale, respectueuse de l'environnement (transformation minimisée des produits) prenant en compte des savoir-faire paysans.

Choisir l'agroécologie comme modèle majoritaire résoudrait donc en grande partie le problème de notre dépendance alimentaire, en plus d'être bénéfique pour les paysages, pour l'emploi, pour notre santé, pour le climat, pour la nature... et contre les pandémies et leur cortège de dégâts économiques, sociaux, humains. Lever les obstacles au développement de l'agroécologie, chez nous, mais aussi dans les pays du Sud, doit être une priorité pour nos gouvernants. C'est l'objectif du plaidoyer mené par Entraide et Fraternité auprès de nos décideurs et décideuses avec d'autres organisations et le soutien de plus en plus important des citoyens et citoyennes.

### Créer les conditions d'une véritable souveraineté alimentaire

En effet, dans un monde de plus en plus interdépendant et faisant face à des profondes crises économiques, sanitaires et environnementales, le développement de l'agroécologie seul ne suffira pas à faire fléchir les statistiques de la sous-alimentation. Éradiquer la faim est impossible tant que les pays du Sud n'auront pas la capacité de jouir d'une véritable souveraineté alimentaire et de se doter d'un système de protection sociale.

Acquérir cette capacité implique de redistribuer les richesses, questionner le poids de la dette qui pèse sur ces États, revoir la possibilité qu'ont les multinationales installées chez eux de rapatrier leurs bénéfices ou encore de repenser entièrement les règles du commerce mondial.

Cette énumération, loin d'être exhaustive, est un appel à nos décideurs et décideuses pour améliorer la cohérence entre leurs politiques.



# Soutenir l'émancipation des femmes

Petit État enclavé d'Afrique de l'Est, le Rwanda évoque de plus en plus le symbole de la réussite économique africaine. Pourtant, si certaines avancées sont indéniables, le Rwanda se classe seulement à la 160<sup>e</sup> place sur 189 dans le dernier indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement. Focus.

## Les oubliés de la croissance

Au Rwanda, plus de 40 % de la population (comptant près de 13 millions d'habitant-es) vit encore sous le seuil de pauvreté. Des chiffres en hausse depuis le début de la pandémie de Covid-19 qui aurait plongé plus d'un demi-million de Rwandais et Rwandaises supplémentaires dans la pauvreté.

Les femmes sont, comme partout ailleurs, les premières touchées. En particulier dans les campagnes où vit plus de 70 % de la population et où l'agriculture constitue le principal moyen de survie.

Loin des images idylliques véhiculées par le tourisme de luxe qui fait du Rwanda un eldorado pour les touristes, ces chiffres démontrent l'importance de soutenir les Rwandais et Rwandaises dans leur lutte pour une vie décente.

## Les femmes encore victimes de la tradition

Suite au génocide de 1994, qui a fait au moins 800.000 morts selon l'ONU, beaucoup de femmes se sont retrouvées veuves ou seules car leur mari était emprisonné. Elles ont endossé les rôles jusqu'alors réservés aux hommes, s'extirpant du modèle patriarcal qui les paralysait dans le statut de mère et d'épouse. Leur participation, notamment à la vie économique, a ainsi contribué à la reconstruction du pays.

L'État a adopté dans ce contexte de nombreuses lois visant à poursuivre cette dynamique : la loi sur la

propriété foncière oblige depuis 2005 les hommes à partager équitablement leurs terres avec leur épouse, la loi sur l'héritage accorde les mêmes droits aux femmes alors qu'autrefois, seuls les enfants de sexe masculin pouvaient hériter, etc.

Cependant, le poids des traditions prend encore le dessus dans de nombreux endroits du pays, en particulier dans les campagnes. Nombreuses sont les femmes qui se voient refuser l'accès à la gestion de l'argent du ménage, à la terre, à l'éducation, etc. Cette situation plonge les femmes dans la pauvreté et dans l'insécurité alimentaire.

## Autonomiser les femmes pour éliminer la faim

Dans toutes les régions du monde, la probabilité de vivre en situation d'insécurité alimentaire est plus élevée chez les femmes que chez les hommes. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est claire : si les femmes avaient le même accès aux ressources que les hommes, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde se réduirait considérablement. La raison ? Les femmes investissent prioritairement leurs revenus dans l'achat d'aliments, assurant la sécurité alimentaire de leur famille. Comblé le fossé entre les hommes et les femmes constitue donc un levier central pour le développement des communautés rurales.

Comblé le fossé entre les hommes et les femmes constitue un levier central pour le développement des communautés rurales.



## L'agroécologie pour l'émancipation des Rwandaises

Pour répondre à cette problématique, l'Association pour la Promotion des Jumelages et de l'Amitié entre les Peuples (APROJUMAP), soutenue par Entraide et Fraternité depuis 2007, a lancé un nouveau projet dans les districts de Huye et Nyamagabe, au sud du pays.

APROJUMAP accompagne 530 femmes et jeunes filles paysannes cultivant du maïs, riz, ananas, soja, etc. à briser les discriminations, à obtenir une meilleure position dans leur foyer et leur communauté.

Ces femmes et jeunes filles sont tout d'abord soutenues dans l'augmentation de leur production agricole grâce notamment aux techniques prônées par l'agroécologie (augmenter la fertilité des sols avec du fumier organique, irrigation des cultures grâce à la mise en place de citernes qui collectent les eaux de pluie, etc.). Mais l'agroécologie n'est pas seulement une question de nouvelles techniques agricoles, c'est aussi un modèle de société qui prône l'égalité des droits entre les hommes et les femmes.

APROJUMAP utilise dans ce cadre une méthode qui fait ses preuves depuis quelques années en Afrique dans la lutte contre les inégalités de genre : la méthode GALS (*Gender Action Learning system* - en français : le système d'apprentissage par l'action en matière de genre). Celle-ci permet de prendre conscience des inégalités existantes, mais également des bienfaits de la participation des femmes pour améliorer les conditions de vie de toute la famille. La méthode recourt beaucoup aux



APROJUMAP soutient les femmes et les jeunes filles dans l'augmentation de leur production agricole.

dessins afin de surmonter l'analphabétisme qui touche encore plus de la moitié des femmes au Rwanda.

GALS est déjà utilisée par ACCORD Rwanda, autre partenaire d'Entraide et Fraternité dans le pays. Et les résultats pour des dizaines de femmes sont impressionnants : « *Mon père était le seul à décider de la gestion des revenus. Nous étions très pauvres. Grâce à GALS, il a accepté la proposition de ma mère d'acheter une vache qui donne beaucoup de lait et de fumier. Nous vivons beaucoup mieux aujourd'hui et ma mère a décidé d'investir l'argent pour que je puisse bénéficier de l'assurance maladie. Seuls mes frères en bénéficiaient jusque-là* », témoigne Vestine Uwimana.

■ **Quentin Minsier**  
Chargé de communication



## Des jeunes Belges parlent d'APROJUMAP

Chaque année, dans le cadre de l'opération *Move with Africa* organisée par La Libre Belgique en collaboration avec des ONG belges, Entraide et Fraternité accompagne une vingtaine d'élèves du secondaire supérieur d'une ou plusieurs écoles de Wallonie et de Bruxelles. Pendant une dizaine de jours, ceux-ci partagent le quotidien des communautés les plus pauvres soutenues par APROJUMAP. Ces jeunes reviennent toujours convaincus du travail mené par APROJUMAP pour sortir ces communautés de la pauvreté. « *On a rencontré des personnes qui, avant, n'avaient rien et étaient isolées de la société. Grâce à APROJUMAP, elles sont aujourd'hui indépendantes et vivent sans son soutien. Elles aident même d'autres plus pauvres à vivre dignement* », explique Simon. Et à Léa de compléter : « *Elles vivent dans la misère et elles ont vraiment la chance d'avoir APROJUMAP qui les soutient. APROJUMAP favorise la solidarité entre tous les bénéficiaires et les tire vers le haut tout le temps.* »

**Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Action Vivre Ensemble asbl**

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | info@entraide.be | www.entraide.be | www.vivre-ensemble.be  
Conception - coordination C. Martens, V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Fischer | Maquette et Impression Snel | Photos Entraide et Fraternité (sauf mention contraire)  
Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de



**Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci**

Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.